
Etaient présents : Jacques DUVIVIER, Philippe CAUBEL, Olivier ARNOLD, Ludovic HARDOUIN, Amaury de LOUVENCOURT, Vincent BONIGAL, Christian RICOU, et Monique ALLAB.

Etaient absents avec pouvoir: Mme Céline CEFBER-MANDARD avec pouvoir à Monique ALLAB et M. Yvon GUEGAN avec pouvoir à M. Amaury de LOUVENCOURT

M Christian RICOU a été nommé secrétaire de séance

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'inscrire un point supplémentaire à l'ordre du jour : Acquisition partie jardin C 170 de Mme CHAPELOT

L'Ajout est accepté à l'unanimité, ce point portera le n° 2015-117 de l'ordre du jour.

▪ 2015-100 : Approbation du Procès Verbal du Conseil Municipal du 23 octobre 2015

Lecture faite et sans observations à l'issue de l'envoi du dit Procès Verbal aux membres du Conseil Municipal, le Procès Verbal du 23 Octobre 2015 est approuvé à l'unanimité, à savoir : 0 voix Contre, 0 abstention, et 10 voix Pour.

▪ 2015-101 : Décisions de M le Maire en vertu de sa délégation de pouvoir- articles L 2122-22 et L.2122-23 du CGCT depuis le 23/10/2015.

- Accord du bon de commande chez **Super U Chissay** pour le prix de diplôme avec Mention de Mlle Laure Meier d'un montant TTC de 50.35 € imputé au compte de fonctionnement 6232.
- Accord du bon de commande chez **Carrefour Market** pour le repas des musiciens du stage Jazz d'un montant TTC de 29.46 € imputé au compte de fonctionnement 606234.
- Acceptation du devis **BOLLORÉ ÉNERGIE** pour la livraison de 1000L de GNR et 1000L de Gazole d'un montant TTC de 1716.00 € imputé au compte de fonctionnement 60622.
- Signature de la mission diagnostic amiante avec **SODIATEC** pour le marché Agrandissement du local associatif du stade d'un montant TTC de 708.00 € hors prélèvements imputé au compte d'investissement 2313 opération 163.
- Signature du bulletin de participation **AMIL** au Congrès des Maires d'Indre et Loire du 03/12/2015 d'un montant TTC de 140.00 € imputé au compte de fonctionnement 6535.
- Acceptation du devis **MIROITERIE DE LA VICTOIRE** pour la réalisation d'une plaque en verre gravée d'information sur la vierge à l'enfant d'un montant TTC de 600.00 € imputé au compte d'investissement 2188.
- Accord du bon de commande chez **M Boutin de St Georges** pour l'achat de Pétillant pour le vin d'honneur de la Ste Barbe imputé au compte de fonctionnement 62325.
- Accord du bon de commande chez **Carrefour Market** pour l'achat de gâteaux secs pour le vin d'honneur de la Ste Barbe imputé au compte de fonctionnement 62325.
- Accord de 2 bons de commande auprès de la **FNAC** pour l'achat des cadeaux de Noel du 13/12 d'un montant TTC de 311.76 € et 23.97€ imputé au compte de fonctionnement 62324.

- Accord du bon de commande auprès de **FACILE de Noyers sur Cher** pour l'achat de déco de table pour le spectacle de Noel du 13/12 d'un montant TTC de 36.45€ imputé au compte de fonctionnement 62324.
- Accord du bon de commande auprès de **Carrefour Market** pour l'achat de friandises pour le gouter du spectacle de Noel du 13/12 d'un montant TTC de 29.00 € imputé au compte de fonctionnement 62324.
- Acceptation du devis **MSE** pour le remplacement d'un panier en aluminium au poste de refoulement d'un montant TTC de 876.00 € imputé au compte de fonctionnement 61523.
- Signature du contrat de Maitrise d'œuvre avec **Atelier RVL** dans le cadre du Marché de Maitrise d'œuvre de la phase II St Vincent d'un montant TTC de 58 938.00 € imputé au compte de d'investissement 2313 opération 166.
- Signature de la proposition de modification de raccordement électrique à la salle socioculturelle afin de passer de compteur Jaune en compteur Bleu avec **Erdif** d'un montant TTC de 466.56 € imputé au compte d'investissement 2158.
- Signature du renouvellement du contrat de dératisation de l'ensemble des bâtiments communaux auprès d'**ECOLAB** d'un montant TTC de 780.00 € imputé au compte de fonctionnement 611.
- Accord du bon de commande auprès **d'Agralys** pour l'achat d'un vêtement de pluie pour Mme Léger dans le cadre de sa surveillance des élèves durant la pose méridienne imputé au compte de fonctionnement 60636.
- Accord du bon de commande chez **Super U Chissay** pour l'achat d'un colis de départ suite à la Mutation de Mme Cabby d'un montant TTC de 50.00 € imputé au compte de fonctionnement 6232.
- Acceptation du devis **REGNIER CC** pour la reprise du carrelage dans le laboratoire charcuterie suite à la fuite d'eau d'un montant TTC de 300.00 € imputé au compte de fonctionnement 615222.
- Acceptation du devis **COMAT et VALCO** pour l'achat d'un abri bus pour l'arrêt des 5 cèdres au Petit Prévost d'un montant TTC de 1781.99 € imputé au compte d'investissement 2138.
- Acceptation du devis 2611 **CHOINIÈRE** pour la modification de la citerne gaz du Café Céré d'un montant TTC de 389.76 € imputé au compte de fonctionnement 615222.
- Acceptation du chèque **GROUPAMA** de 666.00€ versé suite au remboursement du préjudice matériel faisant suite à la tentative de cambriolage de la mairie à la mi-septembre

▪ **2015-102 : Avis du Projet de Schéma Départemental de Coopération
Intercommunale en
Indre et Loire**

Le Conseil Municipal,

Vu les articles 33,35 & 40 de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 définissent les orientations du schéma et notamment :

- des seuils de regroupements des EPCI à fiscalité propre qui tiennent compte des densités nationale, départementale et de la densité des EPCI ;
- une cohérence spatiale des EPCI à fiscalité propre au regard des périmètres des unités urbaines, des SCOT et des bassins de vie ;
- l'accroissement de la solidarité financière et de la solidarité territoriale ;
- une réduction du nombre de syndicats et de syndicats mixtes ;
- la prise en compte des délibérations portant création de communes nouvelles.

Vu le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale d'Indre et Loire transmis par M le Préfet aux communes le 12 octobre 2015

Vu l'article L.5210-1-1 (IV) du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la présentation de M le Maire

Après en avoir délibéré

Emet un avis favorable sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale en Indre et Loire avec toutefois une réserve sur l'avenir en ce qui concerne la préfiguration d'une fusion à l'échelle d'un territoire élargi aux Communautés de Communes du Castelrenaudais et du Val d'Amboise. Le conseil admet une possibilité de rapprochement avec la Communauté d'Amboise mais refuse le schéma intégrant la Communauté du Castelrenaudais.

▪ **2015-103 : Avis sur Rapport du Commissaire Enquêteur suite Enquête Publique sur Aliénation de 4 chemins ruraux**

M le Maire donne lecture du rapport du commissaire enquêteur, celui-ci est à la disposition des personnes concernées et en ligne sur le site de la commune jusqu'à fin janvier.

Les personnes demanderesses seront informées de l'avis du commissaire enquêteur et devront par courrier donner leur accord sur le prix et conditions d'achat.

Au vu des différents accords, les chemins vendus pourront être aliénés.

M le Maire a délégation pour signer les différents actes de vente.

▪ **2015-104 : Avenant CHOINIERE et VERNAT au Marché de 5 logements St Vincent**

M le Maire donne la parole à M Caubel qui informe de 2 avenants sur le marché 5 logements St Vincent :

1. Choinière avec 2% d'un montant de 1 565.58 € TTC dû au retrait du plancher chauffant pour pose de panneaux rayonnants à l'étage du logt 4 et à l'ajout de 5 sèches serviettes dans les 5 salles de bains.
2. Vernat avec 15% d'un montant de 13 632.12€ TTC dû à l'extension et dimensionnement des réseaux en prévision de la phase II St Vincent en 2016.

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la CAO en date du 14 novembre 2015

Vu le rapport de présentation de la Commission d'Appel d'Offres.

Accepte à l'unanimité l'Avenant 1 Sarl Choinière d'un montant TTC de 1 565.58 € fixant le montant du marché à 58 630.26 € au lieu de 57 064.68 €

Accepte à l'unanimité l'Avenant 1 VERNAT TP d'un montant TTC de 13 632.12 € fixant le montant du marché à 99 774.36 € au lieu de 86 142.24 €

Dit que les crédits sont inscrits au budget 2015 article 2313 Opération 151

▪ **2015-105 : Marché « Agrandissement du Chalet » : choix CT, CSPS, étude de sol et Entreprises**

M le Maire donne la parole à Monsieur CAUBEL qui informe que 4 sociétés ont répondu à la consultation directe **Contrôle Technique**, 5 à la consultation directe **Coordination SPS (Sécurité, Protection, Santé)**, 3 à la consultation directe **Etude de sol** et 33 pour l'ensemble des lots entreprises.

Après avis de la commission d'appel d'offres réunie ce jour à 18h00

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité

D'attribuer les marchés de service pour:

- * **Etude de sol** à Compétence Géotechnique Centre Ouest de Fondettes pour un montant de 1 200.00 € HT,

- * **Contrôle Technique de la construction** à Qualiconsult de TOURS, pour un montant de 2080.00 € HT,
- * **Coordination SPS (Sécurité, Protection, Santé)** à ACP2S d'Athée sur Cher pour un montant de 980.00 € HT.

D'attribuer les marchés aux Ets pour:

- * **Lot 1-Démolition:** TD CHARBONNIER dans l'Indre avec une offre HT de 2 000.93 €
- * **Lot 2-Maçonnerie:** BRIAULT de Nazelles-Négron avec une offre HT de 25 870.80 €
- * **Lot 3-Charpente,Couverture,Bardage:** BOUSSIQUET de Chinon avec une offre HT de 10 450.26 €
- * **Lot 4-Menuiseries:** RIBREAU de Montrésor avec une offre HT de 14 736.45 €
- * **Lot 5-Plâtrerie, Isolation :** RIVL de Villersable avec une offre HT de 8 272.05 €
- * **Lot 6-Carrelage:** BRAZILIER d'Amboise avec une offre HT de 6 473.00 € option comprise.
- * **Lot 7-Peinture:** BIDAULT de Levroux avec une offre HT de 2 565.90 €
- * **Lot 8-Electricité, Chauffage, Ventilation, TV:** AEPB d'Orbigny avec une offre HT de 11 263.49 €
- * **Lot 9-Plomberie, Sanitaire :** LEFRERE de Bléré avec une offre HT de 7 761.38 €

D'Autoriser Monsieur Le Maire à signer les divers actes d'engagement et toutes autres pièces afférentes aux dossiers.

Dit que les crédits sont inscrits au BP2015 article 2313 opération 163.

Les entreprises retenues et non retenues seront avisées dans les formes prescrites par courriers recommandés.

▪ **2015-106 : Marché « Aire de Camping-cars » : Choix des Entreprises**

M le Maire donne la parole à M Caubel en charge du dossier qui informe le Conseil Municipal que 14 entreprises ont répondu à ce marché dans les délais. Celles-ci ont été analysées par le maître d'œuvre, Atelier RVL de Tours. Après avis de la commission d'appel d'offres réunie ce jour à 18h00

Le Conseil Municipal à l'unanimité par 10 voix Pour, 0 contre, 0 abstention.

Attribue les marchés aux entreprises comme suit:

- * **Lot 1-VRD:** TRANSTERRASSEMENT de Reignac sur Indre avec une offre HT de 54 475.00 €
- * **Lot 2-Aire de service:** ROISNE ROCHEFORT du Mans avec une offre HT de 6 640.00 €
- * **Lot 3-Eclairage et contrôle accès:** Le choix pour ce lot est en attente, le moyen de contrôle d'accès étant à l'étude par la commune.
- * **Lot 4-Espaces Verts:** TD PAYSAGES de l'Indre avec une offre HT de 9 403.00 €

Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015 à l'article 2313 Opération 152.

Autorise Monsieur Le Maire à signer les divers actes d'engagement et toutes autres pièces afférentes aux dossiers.

Les entreprises retenues et non retenues seront avisées dans les formes prescrites par courrier recommandé.

▪ **2015-107 : Attribution Marché Ad'Ap CCBVC et création d'une commission représentative**

Marché de prestation intellectuelle pour réalisation d'un Agenda d'Accessibilité Programmé

M le Maire informe que la Commission d'Appel d'Offres CCBVC spéciale du groupement de commandes Ad'Ap (Agenda Accessibilité) réunie le 1^{er} octobre 2015 a décidé de retenir l'entreprise SOCOTEC de Saint Avertin.

Le conseil municipal,

Approuve ce choix et charge M le Maire de la signature de toutes les pièces du marché notamment l'acte d'engagement, la notification du marché et l'ordre de service.

Membres pour Commission Intercommunale d'accessibilité

M le Maire informe que la CIAPH a laissé place à la Commission Intercommunale d'Accessibilité conformément à l'ordonnance du 26 septembre 2014 qui fait évoluer la composition de la commission. Elle doit désormais comporter des représentants des communes, d'associations d'usagers et de représentants de personnes handicapées tous types confondus, de représentants d'associations de personnes âgées, d'usagers et du monde économique.

Le nombre de réunions est estimé à 2/an en moyenne et la commission devra établir un rapport annuel.

Personne ne s'étant encore inscrit, une demande sera faite lors de la réunion des associations du samedi 12 décembre.

Délibération autorisant la demande de prorogation du dépôt de l'Ad'AP

Le conseil municipal de la commune de Céré la Ronde

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et notamment son article 1^{er},

Considérant que la commune, propriétaire d'établissement recevant du public ou d'installation ouverte au public non accessible au 31 décembre 2014, doit élaborer un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP),

Considérant la nécessaire concertation avec les différents acteurs et instances concernés pour identifier des priorités d'aménagement et la nécessité d'échelonner les différents travaux de mise en accessibilité sur les bâtiments ou les installations propriété(s) de la commune,

Considérant que la commune reste très sensible à l'intégration des personnes en situation de handicap sur son territoire,

Considérant que la demande de prorogation des délais de dépôt de l'agenda d'accessibilité programmée est faite par le propriétaire ou l'exploitant au plus tard trois mois avant l'expiration du délai imparti pour déposer l'agenda, soit avant le 27 juin 2015, auprès des services préfectoraux,

Considérant la possibilité de demande de prorogation du délai de dépôt de l'Ad'AP

DECIDE :

Le conseil municipal autorise le maire à présenter la demande de prorogation du délai de dépôt de l'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP) à M le Préfet.

▪ **2015-108 : Dissolution du CCAS au 01.01.2016**

M le Maire informe qu'en application de l'article 79 de la loi NOTRe du 07 aout 2015, la création d'un Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) n'est plus obligatoire dans les communes de moins de 1500 habitants ; par conséquent le CCAS de la commune peut être dissous par délibération du conseil municipal.

Désormais, les maires des petites communes peuvent faire de l'action sociale sans CCAS ou se tourner vers un CIAS intercommunal dont la CCBVC ne possède pas la compétence.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

Approuve la dissolution du CCAS au 31.12.2015

Approuve le transfert de la compétence actions sociales au profit de la commune à compter du 01.01.2016

Demande le transfert des résultats, de l'actif et du passif vers le budget principal de la commune au 01.01.2016

Dit que le conseil d'administration actuel du CCAS constituera la commission communale qui se composera des 9 mêmes personnes.

Dit que le Budget Primitif 2016 de la commune devra tenir compte de cette dissolution et les budgets nécessaires aux différentes actions sociales 2016 devront être inscrites.

▪ **2015-109 : Avis sur les modifications statutaires du SATESE 37**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales,

Vu les statuts du SATESE 37 du 7 mars 2011 modifiés par arrêté préfectoral du 26 août 2011,

Vu la délibération n°2015-31 du SATESE 37, en date du 28 septembre 2015, portant sur l'actualisation de ses statuts,

Considérant la nécessité de se prononcer sur les modifications statutaires du SATESE 37 avant l'expiration du délai légal,

Attendu la lettre de consultation de Monsieur le Président du SATESE 37, en date du 19 octobre 2015,

Entendu le rapport de M le Maire

Après en avoir délibéré, par 0 voix pour, 3 voix contre et 7 abstentions.

EMET un avis défavorable sur les modifications statutaires adoptées par le Comité Syndical du SATESE 37, le 28 septembre 2015,

DIT qu'un exemplaire de la présente délibération sera adressé à Monsieur le Président du SATESE 37 après contrôle de légalité.

2015-110 Modifications statutaires du Syndicat intercommunal d'énergie d'Indre-et-Loire (SIEIL) - Adhésion d'un nouveau membre

Suite à la modification en 2014 de ses statuts et de la possibilité ouverte aux communautés de communes d'adhérer à présent aux compétences « à la carte » du SIEIL, le Comité syndical du SIEIL a approuvé, par délibération n° 2015-81 en date du 15 octobre 2015, l'adhésion de la Communauté de communes Gâtine et Choissilles aux compétences suivantes du SIEIL : éclairage public, système d'information géographique et infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides.

La mise à jour de la liste des membres du SIEIL, annexée à ses statuts, est donc nécessaire.

En application de l'article L 5211-20 du Code général des collectivités territoriales, chaque adhérent au SIEIL doit à présent se prononcer sur l'adhésion de la Communauté de communes Gâtine et Choissilles et donc de la modification de la liste annexée à ses statuts.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- **Vu** les statuts du SIEIL et la liste des membres annexée à ceux-ci,
- **Vu** la délibération du Comité syndical du SIEIL n° 2015-81 du 15 octobre 2015,
- **Approuve à 8 Pour et 2 Abstentions** l'adhésion au SIEIL de la Communauté de communes Gâtine et Choissilles pour les compétences éclairage public, système d'information géographique et infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides.

▪ **2015-111 : Avis sur Schéma de Mutualisation des services avec CCBVC**

M le Maire informe que la CCBVC doit délibérer avant le 31/12/2015 sur son schéma de mutualisation.

C'est un schéma obligatoire mais non prescriptif qui définit la mutualisation, fait un état des lieux de l'existant et élabore des actions communes futures. Il axe essentiellement sur des mutualisations de services, à l'exemple de la voirie et les commandes publiques.

Ce schéma pour avis sera amené à évoluer dans le temps.

Les remarques éventuelles sont à adresser à la CCBVC.

Le Conseil Municipal,

Vu le Schéma de Mutualisation des Services 2014-2020 adressé par la CCBVC aux communes pour avis et reçu en mairie le 13 octobre 2015.

Après en avoir délibéré

Approuve à l'unanimité le Schéma de Mutualisation des Services ainsi proposé.

▪ **2015-112 : Entretiens Professionnel 2015 et instauration d'une Indemnité (IEMP)**

Au 01.01.2016

M le Maire informe que suite au décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014, les notations n'existent plus et que l'entretien professionnel constitue désormais le seul mode d'évaluation des fonctionnaires territoriaux et s'impose à toutes les collectivités.

Les entretiens professionnels 2015 auront donc lieu le 08 janvier 2016 de 8h à 12h avec Monsieur HARDOUIN pour les personnels techniques, le 09 janvier 2016 à 10h avec Monsieur le Maire pour le secrétariat de mairie et le 25 janvier 2016 à 10h avec Monsieur Caubel pour l'agent comptable.

De plus, M le Maire informe que la prime de fin d'année 2015 sera versée sur le salaire de janvier 2016 et qu'à compter du 1^{er} janvier 2016, celle-ci sera remplacée par l'attribution de l'indemnité IEMP. M le Maire fixera par arrêté individuel, le taux et coefficient attribué à chaque agent.

▪ **2015-113 : Jour de Cher: Nomination d'un représentant de la commune**

Un interlocuteur doit être désigné par chacune des 15 communes.

M Christian RICOU se propose pour représenter la commune de Céré la ronde.

M le Maire ajoute qu'une réunion a été programmée avec l'ensemble des associations communales, ses membres et les personnes intéressées, le samedi 12 décembre à 11h00 en la salle polyvalente. A l'ordre du jour cette nouvelle fête « Jour de Cher » de la CCBVC, ainsi que la fête de la bière, la fête de la musique et la fête nationale 2016.

▪ **2015-114 : Loyers 2016 et Attribution des logements St Vincent**

✚ **Loyers 2016** :Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de reconduire le gel des loyers communaux des habitations pour toute l'année 2016.

Mme C.CHEROUVRIER sera chargée d'en informer tous les locataires (habitants et commerçants) en leur adressant un courrier avant Noël.

M le Maire informe que les baux de 3 commerces (Epicerie, Café restaurant et Boulangerie) sont en cours de renouvellement chez M^e de THORAN à FRANCUEIL.

✚ **Attribution des logements St Vincent :**

M le Maire informe que la commission Patrimoine Foncier s'est réunie vendredi 20 novembre à 19h et après avoir étudié les 4 demandes de logements, 4 des 5 maisons ont été attribuées comme suit :

1. Au 1A pour le T2 PLAi: M Marcel DORLEANS avec un loyer mensuel hors charges de 256.71 €
2. Au 1B pour le T3 PLAi: Mme Bernadette BRISSEZ avec un loyer mensuel hors charges de 373.21 €
3. Au 1C pour le T3 PLUS : Mme Denise BOUCHARD avec un loyer mensuel hors charges de 394.04 €
4. Au 1E pour le T2 PLUS : Mme Elisabeth DUBOIS avec un loyer mensuel hors charges de 292.04 €
5. Le T4 PLUS au 1D est toujours disponible, aucun dossier n'ayant été déposé, le loyer mensuel est de 544.11 € mais les revenus sont plafonnés en fonction de la composition du ménage demandeur. Il convient de se renseigner au préalable en mairie ou sur le site de la Préfecture qui informe des ressources maxima

Les 5 logements seront ouverts à la location à compter du 1^{er} février 2016. Le secrétariat est chargé d'en informer les personnes retenues.

A compter du 1^{er} février 2016, 2 autres logements de la commune deviendront vacants : le 8A de la rue Rabelais (T3 au 1^{er} étage) et le 8C (T2 au dessus de la boucherie). Les personnes intéressées peuvent retirer un dossier au secrétariat de mairie dès maintenant.

▪ **2015-115 : DETR 2016**

M le Maire informe que la Préfecture a dernièrement transmis par mail, aux communes et EPCI, les éléments permettant de solliciter la subvention intitulée DETR 2016 (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux).

Après en avoir débattu, le Conseil Municipal propose que le projet d'investissement « PHASE II Saint Vincent pour 4 nouveaux logements rue de la ronde » en bénéficie, le dossier devra être établi et retourné en Préfecture avant la date limite fixée au 15/01/2016.

▪ **2015-116 : Questions Diverses :**

- **Elections Régionales:** Le planning des permanences du bureau de vote des Elections Régionales des 06 et 13 décembre 2015 est présenté et approuvé.

- **Traitement de la Mérule à l'église :** M le Maire signale que suite à la visite en début de mois de Mme Martine LAINÉ, chercheur au service du Patrimoine de la Région celle-ci a détecté un début d'invasion de champignons xylophages au niveau de l'estrade de l'autel ; l'humidité du sol associée à la canicule de l'été et au manque d'aération ayant très certainement favorisé son développement.
 Avant tout traitement, un devis pour diagnostic et analyse a été demandé auprès de SEMHV, il s'élève à 1 469.64 €. Au vu du rapport et de l'analyse des prélèvements, les traitements et travaux nécessaires seront entrepris.
 Le père BOUZY sera informé de ces désagréments et des éventuels travaux.
 Les crédits nécessaires au traitement et travaux devront être inscrits au budget 2016.

- **Evaluation des Risques Professionnels et Document Unique :** M le Maire informe qu'une fiche d'entreprise sur les risques professionnels auxquels peuvent être exposés les agents communaux a été réalisée le 21 juillet dernier par l'AIMT 37 auquel la commune adhère pour la santé au travail.
 Est ensuite intervenu à notre demande un technicien de l'AIMT37 qui a présenté un outil d'aide à l'évaluation des risques professionnels et prévention de la pénibilité dans l'optique de pouvoir réaliser le Document Unique (inventaire des risques dans chaque unité de travail) obligatoire depuis la parution du décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001. Un rappel des obligations ayant déjà été effectué par le Centre de Gestion en mai 2015, des responsabilités administratives et pénales engageant l'employeur.
 M le Maire demande à ce qu'un élu prenne en charge ce dossier afin que le Document Unique soit finalisé avant l'été prochain. A défaut, un étudiant stagiaire en DUT HSE (Hygiène, Sécurité Environnement) sera recruté pour réaliser ce travail qui nécessite 3 semaines/1 mois de travail à temps plein.
- **Spectacle de Noël 13/12/15 : Mme Cefber-Mandard absente. Point non évoqué**

- **Concert Diablobus : Mme Cefber-Mandard absente. Point reporté au conseil de janvier.**

- **Prochain conseil municipal de Janvier 2016 :** Sauf urgence, le prochain conseil aura lieu le vendredi 22 janvier 2016 à 19h00.
- **Permanences des Mercredis matin :** Malgré la restructuration du service administratif, M Caubel souhaiterait que la mairie reste ouverte les mercredis matins et se propose de tenir une permanence 1 fois/mois et sollicite d'autres élus pour les 3 suivants. Fautes de candidats suffisants, la mairie sera donc fermée tous les mercredis à compter du 1^{er} décembre 2015.
- **Diaporama des Vœux du 30.01.2016 :** M Arnold est sollicité pour réaliser le diaporama comme l'an passé, les sujets seront définis lors d'une réunion de préparation le 12/12/15 à 9h00.
- **Bulletin Municipal n°21 :** il devra paraître pour avril 2016. Le comité de rédaction se réunira en janvier pour déterminer les sujets et en avril 2016 pour finaliser la mise en page.
- **Conciliateur du Canton de Bléré : M le Maire informe avoir rencontré le** conciliateur de justice bénévole du canton, M Alain FEVRE assure cette mission uniquement sur rdv qu'il effectue à la mairie de Bléré le lundi matin de 10h à 12h30 tél : 02.47.30.81.81.
- **Caméras de Sécurité :** M Arnold propose que les caméras soient reliées via le réseau R'Lan déjà en place. Il est chargé de faire réaliser un devis pour le prochain conseil de janvier.

➤ **Ecole** : M Arnold propose l'achat de **3** sifflets et de 3 boites de protection dans le cadre du programme de sécurité scolaire et d'un vidéoprojecteur pouvant servir aux 2 classes.

▪ **2015-117 ACQUISITION PARTIE JARDIN CLOS PARCELLE C 170**

Suite erreur de transcription dans les actes d'origine, il convient de re-délibérer ce soir afin de pouvoir acquérir le jardin clos rattaché par erreur à la parcelle C170 de Mme CHAPELOT et non à la C159 de Monsieur Bruno Marmioli.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

Accepte l'achat du jardin clos à 1€

Accepte d'en concéder la surface nécessaire afin que Mme CHAPELOT épouse SEGOUIN puisse entrer un véhicule sur sa parcelle

Accepte pour cela la démolition du mur actuel

Donne pouvoir à M le Maire pour autoriser la division parcellaire et la signature de l'acte notarié chez M^e BRUNET à Montrichard.

Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au BP2015

Plus de question ne venant à l'ordre du jour, Monsieur le Maire déclare la séance levée à 22h00.